

Les orientations politiques du Pacte civique

Depuis qu'il existe, le Pacte civique ne cesse d'affirmer que le changement vers une société vivable pour tous ne se fera pas sans qu'interagissent durablement la transformation des comportements individuels, celle du mode de fonctionnement des organisations, quelles qu'elles soient, et celle de la vie politique.

Celle-ci subit une défiance croissante de la part de citoyens de plus en plus coupés des gouvernants. Pourquoi ? Comment y remédier ? Le Pacte civique, collectif trans-politique mais non apolitique, tente de répondre à ces questions, et d'influencer le cours des choses, en dialoguant autant avec le monde politique et institutionnel qu'avec la société civile, et surtout en bâtissant des ponts entre ces deux mondes qui trop souvent s'ignorent.

Fonder l'action politique sur des valeurs communes

L'énoncé de valeurs universelles attire souvent la méfiance de l'opinion, trop de fois échaudée. Celles-ci sont pourtant indispensables à l'acteur politique, comme l'est la boussole au marin. Le Pacte civique tente, dans sa réflexion et son action, d'appliquer de manière cohérente et simultanée quatre valeurs clés¹ : créativité, sobriété, justice et fraternité. La **justice** fait partie depuis longtemps du « *logiciel* » des principales forces politiques et sociales ; la **créativité** y a fait depuis moins longtemps son entrée. Mais la **fraternité**, volet oublié de notre devise républicaine, base essentielle du rapport à l'autre, et la **sobriété**, fondement tant d'une relation responsable avec la nature que d'un mode de développement durable faisant sa place à chacun, ne sont, l'une et l'autre, pas suffisamment mises à l'honneur. Elles constituent pourtant à la fois des valeurs partageables par le plus grand nombre et de précieux critères pour orienter l'action publique et répondre aux défis de notre temps.

Une autre valeur doit être mise en avant, car elle fonde les relations entre l'individu et la collectivité en démocratie, c'est la **citoyenneté**. Elle encourage chaque personne à privilégier l'intérêt général, à faire valoir ses droits, mais aussi à assumer ses devoirs, à mettre ses capacités au service de la collectivité et à participer à la vie démocratique. Autant d'attitudes que les pouvoirs publics doivent encourager, par la formation initiale et l'éducation populaire, et aussi par des dispositifs tels que le Service civique.

Quelques thématiques incontournables

Le Pacte civique n'a ni la prétention ni les moyens d'intervenir de manière pertinente sur tous les sujets. Il tient cependant à apporter sa pierre sur quelques thèmes incontournables tout en les resituant dans une certaine vision de la vie politique².

¹ Pour approfondir, voir le chapitre 2 du [livret d'accueil](#) du Pacte civique.

² Pour approfondir, voir JC. Devèze, JB. de Foucauld et P. Guilhaume, *Relever le défi démocratique*, Chronique sociale 2017.

La vie politique autrement

Nous ne nous satisfaisons pas de la pratique politique actuelle. Nous militons pour une autre conception de la vie politique : celle où les citoyens prennent leurs responsabilités en coopération avec leurs concitoyens et en relation interactive avec leurs élus pour relever les défis civilisationnels, politiques et environnementaux. Ceci nécessite de mobiliser à la fois nos aspirations humanistes, nos forces spirituelles et nos qualités civiques en promouvant les processus éducatifs et en articulant transformations personnelles et transformations collectives.

Le défi écologique

Le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité menacent le genre humain de disparition. Relever le défi écologique constitue donc une priorité absolue, que tous les gouvernements de la terre devraient partager. Elle réclame la mobilisation conjointe des pouvoirs publics, nationaux et internationaux (investissement, réglementation, fiscalité) et de la société civile au sens large, incluant l'ensemble de la population (changement du mode de vie, de production et de consommation).

Les transformations à opérer et les efforts à fournir, individuellement et collectivement, sont importants. Ils ne pourront être menés à bien et acceptés sans une lutte acharnée contre la pauvreté et une forte réduction des inégalités sociales, à l'échelon de la planète, de chaque continent, de chaque nation. C'est la difficulté de réaliser simultanément ce double effort qui justifie l'importance que nous donnons à la sobriété et à la fraternité, même si ces valeurs sont trop souvent inaudibles.

L'Europe, notre avenir

La plupart des grands problèmes qui se posent à notre société ne peuvent trouver de solutions sans recours à l'échelon européen : défi écologique, régulation de l'économie mondialisée, question migratoire, etc.

Or la construction européenne est menacée de deux manières : par le développement sans précédent d'une extrême droite nationaliste et populiste ; par le désintérêt et la déception qu'elle suscite auprès de nos concitoyens. Comment répondre à ces deux menaces³, tel est le vrai sujet que les forces politiques et citoyennes doivent aborder d'urgence. On sait que la diabolisation des partis populistes n'est pas efficace. Il faut aller plus loin, apporter des réponses à la peur, et faire de l'Union une institution plus politique qui écoute les Européens, qui apporte des solutions - construites avec la participation effective des citoyens - et qui les protège efficacement contre les dangers du monde.

La question migratoire

L'afflux exceptionnel de migrants vers l'Europe qui a marqué l'année 2015 ne s'est pas reproduit. Mais les causes qui l'avaient généré (guerres, dictatures et pauvreté) n'ont pas disparu pour autant. Et les informations souvent fausses qui circulent un peu partout, notamment sur les réseaux sociaux, alimentent un sentiment d'envahissement.

La coordination des politiques migratoires au niveau de l'Union européenne, dans le respect des conventions internationales et des valeurs humanistes de l'Union, constitue bien sûr une nécessité. Il n'y a pas de plus beau cadeau aux partisans du repli sur soi que de laisser à voir une politique migratoire non maîtrisée.

Mais cela ne doit pas nous empêcher d'agir en France dans plusieurs directions : d'abord, changer de regard : rencontrer un migrant, c'est s'enrichir, s'ouvrir à d'autres cultures ; puis assurer à tous les migrants entrant sur notre territoire un premier accueil humain ; accorder de manière moins restrictive le statut de réfugié ; mieux coordonner l'action publique et la générosité privée ; mettre en place une politique sélective d'immigration économique répondant aux besoins de nos entreprises et de nos services.

³ Qui ne sont sans doute pas sans liens.

Lutter contre le chômage de masse et les différentes formes d'exclusion, ségrégation et discrimination

Avoir un emploi ne règle pas tout, mais en être privé durablement dérègle tout. Nous le savons tous, et pourtant notre société accepte, bon gré mal gré, le chômage de masse qui affecte depuis plusieurs décennies plusieurs millions de nos concitoyens. C'est d'abord cette sourde résignation que nous devons combattre.

L'éradication de ce fléau ne viendra pas d'une nouvelle mesure miraculeuse décidée en haut lieu, mais de la mobilisation de l'ensemble de la société : citoyens, associations, salariés du privé et du public, chefs d'entreprise, syndicats professionnels, et bien sûr administration et gouvernement. Pourquoi ne pas réunir tous ces acteurs, sans oublier les chercheurs d'emploi, pour confronter leurs réflexions et leurs idées tant localement qu'au plan national ?

Il faut aussi favoriser l'expérimentation sociale⁴, et faire de la formation professionnelle inclusive un outil prioritairement destiné aux chômeurs et aux précaires.

De manière plus générale, les différentes formes d'exclusion, ségrégation ou discrimination qui semblent se multiplier, doivent faire l'objet d'une attention particulière en donnant la parole aux personnes en difficulté, et en se donnant les moyens de co-construire avec elles les politiques de réunification sociale.

Il en est de même de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Une économie au service de la société

L'économie mondiale est régie, à peu d'exceptions près, par un capitalisme libéral financiarisé et mondialisé qui concentre les richesses aux mains d'une infime minorité⁵, laisse une partie de l'humanité aux prises avec la faim, accroît les inégalités entre continents, pays et classes sociales, déplace et diminue l'emploi, privilégie l'accumulation privée au détriment des Etats et du bien commun de l'humanité. Certes le grand soir n'est plus à l'ordre du jour, et les exemples d'économie administrée vécus au XX^{ème} siècle ne sont ni tentants ni convaincants. Sommes-nous donc condamnés à subir ?

Le pouvoir des grandes multinationales est immense, mais celui des Etats et des regroupements d'Etats reste important pourvu qu'ils atteignent une taille critique et se donnent des objectifs et des moyens.

Quels objectifs pour nos démocraties ? Réduire les inégalités insoutenables, bien sûr, mais aussi affecter des moyens suffisants aux puissances publiques⁶ pour qu'elles puissent mener des politiques écologiques, économiques, sociales, éducatives, culturelles et sécuritaires à la hauteur des enjeux. Il convient également de rééquilibrer un rapport de force devenu trop favorable aux actionnaires et aux consommateurs par rapport aux managers et aux salariés.

Réguler le capitalisme à l'échelle des nations, des continents et de la planète pour orienter l'économie dans le sens du bien commun de l'homme et de l'écosystème dont il fait partie, discerner ce qui doit croître et ce qui doit décroître, trouver de nouveaux équilibres durables dans tous les secteurs, tels sont les enjeux.

Le défi démocratique

La démocratie et l'Etat de droit sont en danger

Un nombre croissant de nos concitoyens, français et européens, non seulement s'abstient de voter aux élections, mais va jusqu'à rejeter l'idée même de démocratie libérale, considérée comme une machine au service des plus riches et d'un pouvoir loin du peuple. Cette défiance se décline en plusieurs oppositions

⁴ Dont l'initiative « Territoires zéro chômeur de longue durée », dont le Pacte civique est, avec ATD-Quart Monde, l'un des promoteurs, constitue un exemple remarquable.

⁵ Les 1 % les plus riches détiennent 50 % du patrimoine mondial.

⁶ Par exemple, faire en sorte que les GAFA opérant en Europe n'échappent pas à la fiscalité des entreprises.

simplistes, cultivées à l'envi par les forces populistes : nation contre monde, ressortissants de souche contre immigrés, travailleurs contre actionnaires, peuple contre élite, périphéries contre métropoles. Cette **vision manichéenne du monde**, qui ouvre la voie à des solutions autoritaires, est d'autant plus dangereuse qu'elle couvre à peu près tous les champs de l'action politique, avec une indéniable cohérence.

Répondre à cette menace exige d'abord, de la part des pouvoirs politiques, une **action résolue** contre la captation du patrimoine et des revenus par les 1 % les plus riches, mais surtout une plus grande **efficacité** de l'action publique dans la lutte contre l'exclusion et la précarité, en particulier des jeunes, des femmes seules avec enfants et des classes populaires, et la réduction des inégalités, que ce soit en matière de revenus, de logement, de santé, de formation, ou de culture.

Une démocratie interactive à promouvoir

Le fonctionnement de notre démocratie s'avère de plus en plus inadapté à l'état actuel de notre société (niveau d'instruction et attentes multiples des citoyens, capacités d'information et de mobilisation offertes par le numérique, etc.). A ceci s'ajoute la déception des électeurs à qui on a promis écoute et considération, et qui ont l'impression d'être oubliés et ignorés par les gouvernants.

Régénérer notre démocratie est l'affaire de tous, citoyens, organisations, partis et élus : plus d'implication citoyenne ; plus de délibération, en pratiquant l'éthique du débat ; des élus au service de la collectivité ; moins d'oppositions cultivant la posture et l'anathème, plus de clarification des désaccords et de recherche de compromis ; moins de bureaucratie et plus de responsabilisation.

Les méthodes de gouvernement doivent changer, en équilibrant mieux la **verticalité** - pour donner une vision, rendre l'action publique cohérente, informer sans nier les difficultés et pour affronter l'opinion lorsqu'elle soutient ou réclame l'affectation privilégiée des moyens de l'Etat à une fraction de la société, classe sociale ou classe d'âge – et l'**horizontalité** - dans les processus de préparation des lois et des actes de l'exécutif⁷, dans les relations entre l'Etat et les collectivités locales, dans la prise en compte des expériences et innovations émanant de la société civile et des corps intermédiaires -.

Une démocratie interactive promouvant le principe de subsidiarité, ainsi que le pouvoir de penser et d'agir des citoyens doit permettre peu à peu de reconquérir leur **confiance**, mais aussi celle des partenaires sociaux, des collectivités locales, des entreprises, de l'administration, des associations. Une attitude qui ne s'oppose ni au conflit, ni à la remise en cause des habitudes et des positions acquises, ni à la lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt qui minent nos institutions.

Conclusion

Ces convictions et ces orientations, nous souhaitons les faire partager par les différentes forces démocratiques, d'abord pour les approfondir, ensuite dans l'espoir qu'elles créent le ciment commun autour duquel un **débat démocratique** plus fécond et mieux adapté aux défis du long terme pourrait s'organiser.

Groupe reformulation, novembre 2018.

⁷ Depuis 2012, l'*Observatoire citoyen de la qualité démocratique*, animé par le Pacte civique, s'attache à analyser les processus déployés par les gouvernements pour réformer, et à faire progresser ainsi *l'art de gouverner*.